

Stratégie du CTA sur les questions de genre

2014



A propos du CTA

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Sa mission est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'accroître la prospérité et de favoriser une gestion optimale des ressources naturelles dans les pays ACP. Il facilite l'accès aux informations et aux connaissances, soutient des politiques et stratégies de développement agricole basées sur des preuves et associant diverses parties prenantes, encourage le développement de chaînes de valeur inclusives et l'utilisation des TICs et renforce les capacités des institutions et des communautés œuvrant pour le développement agricole et rural.

Remerciements

Cette stratégie est le fruit des efforts et de la coopération de diverses personnes et organisations.

Le CTA tient avant tout à remercier la MEDA, le KIT, l'UIO, USAID, WASAA, la WBDI, le FIDA Afrique orientale et australe, le FIDA Afrique occidentale et centrale, WOUGNET, la FAO, CANROP, l'IICA, l'ASARECA, la Commission de l'Union africaine et les consultants Dr Una Murray et Ms Sarah Cummings pour leur contribution et leur participation à l'atelier « Updating the Gender Knowledge », organisé par le CTA du 14 au 16 novembre 2013.

Le CTA tient également à remercier l'Ambassadeur Joy Mukanyange.

Le Centre tient également à remercier Mmes Evelien Kamminga et Susan Vedsted pour les deux études qui ont contribué à l'élaboration de cette stratégie, ainsi que le SNV et le FARA pour leur relecture attentive.

Enfin, le CTA salue Tarikua Woldetsadick, qui a coordonné le processus de consultation préalable à l'élaboration de cette stratégie, ainsi que le personnel du CTA pour sa participation active tout au long du processus.

Stratégie du CTA sur les questions de genre 2014



Table des matières

Avant-propos du director	03
1. Introduction	04
Portée de la stratégie	05
2. Contexte et Raisonnement	06
2.1 Enjeux et opportunités pour les femmes dans l’agriculture	06
2.2 Raisonnement : une stratégie sur les questions de genre, pour quoi faire ?	08
3. Cadre Conceptuel	09
3.1 Terminologies	09
a) Genre	09
b) Égalité des genres	09
c) Émancipation des femmes	09
d) Intégration de la dimension de genre	09
e) Sensibilisation et sensibilité à la dimension de genre	10
3.2 Une théorie du changement qui “intègre » la dimension de genre	10
3.3 Pourquoi se concentrer sur l’émancipation des femmes ?	13
4. Emancipation des femmes, TICs et ICGC	14
Domaine d’action 1 : Connaissances et technologies de l’information pour le genre	15
Domaine d’action 2 : Transmettre les connaissances à ceux qui en ont besoin	15
5. Intégrer les femmes dans les chaines de valeur	17
Domaine d’action 1 : Mettre l’accent sur le genre comme élément inclusif	18
Domaine d’action 2 : Démontrer les avantages du « renforcement » des femmes sur les chaines de valeur	20
6. Emancipation des femmes et participation aux processus politiques de DAR	21
Domaine d’action 1 : Soutenir l’inclusion des femmes dans les processus politiques de DAR	22
Domaine d’action 2 : Approches novatrices en matière de politiques intégrant la dimension de genre	23
7. Integration de la dimension de genre dans les activites du CTA	25
7.1 Communiquer la stratégie	25
7.2 Collaboration transversale entre les programmes	26
7.3 Accords institutionnels	26
7.4 Suivi et évaluation	27
7.5 Partenariats	27
Liste d’acronymes	28

Avant-propos du directeur

Cette stratégie représente une mise à jour de la première stratégie du CTA consacrée au genre et à l’agriculture, publiée en 2003. À l’instar des stratégies partenariat et jeunesse, elle a été développé en vue de compléter le Plan stratégique du CTA pour la période 2011-2015. C’est pourquoi il faut la lire en conjonction avec ces autres stratégies de notre organisation.

La stratégie de genre du CTA s’articule autour de trois principaux domaines d’intervention : impliquer les femmes dans des chaines de valeur inclusives, renforcer leur participation aux processus politiques et développer leurs capacités en matière de TICs et de gestion des connaissances. Chacun de ces trois domaines sera abordé par une approche, un domaine d’action à deux volets. Deux grandes innovations contenues dans cette stratégie méritent toutefois une attention particulière.

La prise en compte des perspectives de genre dans l’ensemble des interventions est désormais acceptée comme le meilleur moyen d’intégrer les questions liées au genre dans les programmes des organisations. Le CTA entend y parvenir à travers sa Théorie du Changement (TdC). Le CTA propose une théorie « genrée » du changement qui rend clairement compte des changements spécifiques auxquels le CTA souhaite contribuer pour les femmes d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à tous les niveaux du cheminement d’impact de ses interventions.

De plus, la stratégie de genre du CTA met en avant sa ferme conviction que l’émancipation des femmes est le facteur catalyseur pour l’impact qu’elle vise à réaliser. L’émancipation comprend la participation aux processus politiques ainsi que l’ouverture d’espaces dans lesquels les femmes peuvent exprimer les préoccupations qui sont les leurs. L’émancipation, c’est également pouvoir obtenir et contrôler des ressources, financières et autres. C’est pour cette raison que le CTA a fait de l’émancipation des femmes le thème central de la stratégie.

L’importance des questions de genre pour tout type d’intervention en matière de développement n’a jamais été autant reconnue qu’aujourd’hui. De nombreux partenaires du CTA ont développé leurs stratégies de genre respectives dans ce cadre. De plus, 2015 marquera le 20e anniversaire de l’adoption de la Déclaration et du Programme d’action de Beijing. Dans cette perspective, le CTA entrevoit des synergies avec ses partenaires en vue de la réalisation des objectifs de cette stratégie, ainsi que des possibilités de nouveaux partenariats.

Michael Hailu

1. Introduction

depuis sa création en 1983, le CTA met en œuvre Chaque année des activités de développement spécifiques aux femmes. En 2003, le CTA a adopté sa première stratégie sur les questions de genre, qui lui a également permis de se doter de sa première approche « formelle » de l'agriculture et du développement rural selon la dimension de genre. Cependant, depuis 2003, le CTA a mis en œuvre trois plans stratégiques consécutifs à l'échelle du Centre et a opéré divers ajustements internes. De plus, l'environnement dans lequel le CTA exerce ses activités connaît une évolution et un développement rapides.

Vingt ans après la Conférence mondiale de Pékin sur les femmes, le rôle de celles-ci dans l'agriculture et la nécessité de leur accorder une attention particulière ne font plus aucun doute. L'égalité des genres et l'émancipation des femmes s'inscrivent dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les droits et l'émancipation des femmes feront également partie intégrante des buts et des stratégies des objectifs de développement durable (ODD)¹.

La plus grande égalité entre les hommes et les femmes dans les pays ACP a permis d'élargir les horizons professionnels des femmes².

Ainsi, le nombre de femmes occupant des postes de direction en Afrique et dans les Caraïbes a augmenté et les femmes des pays ACP participent de plus en plus aux processus de décision de leur pays³.

La recherche et les connaissances sur les questions de genre sont également plus abondantes dans l'agriculture et le développement rural, ce qui permet aux organisations telles que le CTA d'y être davantage sensibilisées et d'améliorer leurs stratégies d'intervention. De plus, la croissance des technologies de l'information a permis de renforcer la collaboration entre les organisations, qui ont mis en œuvre des interventions mieux conçues, et amélioré l'accès des femmes des pays ACP à l'information et aux connaissances.

Ces dix dernières années, des progrès politiques majeurs ont également été recensés dans les pays ACP. L'un des principaux objectifs du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) est « une répartition plus équitable des richesses pour les populations rurales – soit une augmentation des revenus réels et de la richesse relative et un accès plus équitable des populations rurales aux terres et ressources physiques et financières et aux connaissances, informations et technologies permettant un développement durable. Depuis lors, l'Initiative de politique foncière (IPF) a été lancée en 2006 par l'Union africaine/Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement (UA-CEA-BAD) afin de suivre les progrès des réformes politiques et de faire face aux questions y relatives telles que l'inégalité des genres en matière de propriété foncière et la sécurité de la propriété foncière pour les femmes.

Le CTA et ses partenaires devaient donc absolument revoir cette stratégie sur les questions de genre. Cette nouvelle stratégie constitue donc la réponse du CTA à ces dynamiques internes et externes. Le document est le résultat d'un processus de consultation d'experts en questions de genre des organisations et réseaux, tant ACP qu'internationaux, d'une évaluation des activités 2003-2013 du CTA selon une perspective de genre et d'un examen des tendances et des développements actuels relatifs aux questions de genre et à l'agriculture.

En interne, le personnel du CTA a discuté et débattu des idées contenues dans la présente stratégie à la lumière de la nouvelle orientation du Centre et de ses activités en cours. La présente stratégie actualise la stratégie de 2003 sur les questions de genre en termes de cadre conceptuel, d'orientation

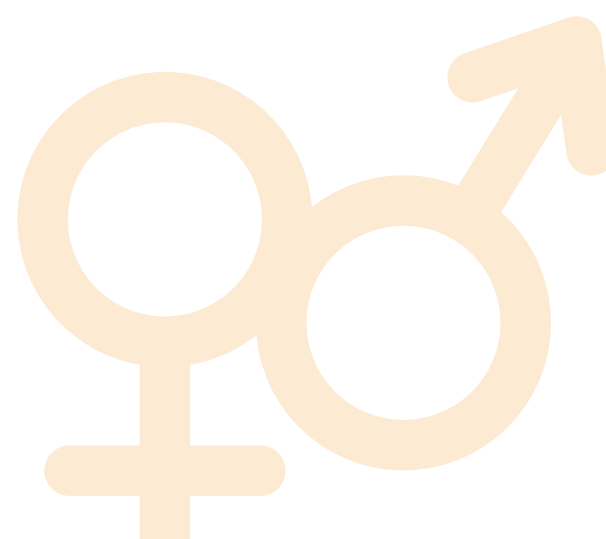
stratégique et de recommandations opérationnelles, et ce sur base des enseignements tirés des dix années écoulées, ainsi que des tendances et des connaissances actuelles sur les questions de genre et l'agriculture. Elle met également en lumière la position du CTA sur les questions de genre, les principales évolutions auxquelles il compte aboutir et les aspects sur lesquels il compte concentrer son attention.

Après un rappel succinct des principaux concepts utilisés et d'une explication de la théorie du changement (TdC), les sections 4 et 6 seront consacrées à la dimension de genre par rapport aux TICs/ICGC, aux chaînes de valeur et aux politiques. Les dernières sections passeront en revue les étapes à suivre afin de rendre la stratégie opérationnelle.

1.1 Portée de la stratégie

Cette stratégie est une feuille de route vers l'intégration de la dimension de genre au sein de la théorie du changement, des programmes, de la structure professionnelle et de l'organisation internes du CTA. Elle facilitera également l'intégration des questions de genre dans l'ensemble des aspects du CTA et de son travail. Les étapes pratiques permettant d'atteindre les objectifs et les progrès identifiés seront envisagées dans une « boîte à outils »/guide de mise en œuvre distinct.

La présente stratégie n'a pas vocation à réinventer la définition du genre et ses concepts. Les définitions fournies ci-dessous sont celles adoptées par le CTA au terme de recherches sur les définitions utilisées par d'autres organisations internationales expertes sur ces questions et œuvrant dans les domaines liés à ceux du CTA. Il s'agit donc des définitions opérationnelles correspondant le mieux à la mission du CTA et à ses principaux domaines d'intervention.



1. http://ec.europa.eu/environment/international_issues/pdf/2_EN_ACT_part1_v5.pdf

2. www.fao.org/sd/dim_pe1/docs/pe1_051002d1_en.doc

3. <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/9/29879/L129.pdf>

2. Contexte et Raisonnement

2.1 Enjeux et opportunités pour les femmes dans l'agriculture

Les femmes sont la pierre angulaire de l'économie rurale, en particulier dans le monde en développement. Pourtant, par rapport aux hommes, elles ont un accès très limité aux ressources de production telles que les terres, le crédit, les intrants (semences et engrais améliorés), la formation agricole et l'information.

Il a été démontré que l'émancipation des femmes et l'investissement dans leur potentiel dans les zones rurales pouvaient largement contribuer à améliorer la productivité, à réduire la famine et la malnutrition et à renforcer la subsistance rurale de tous.

En moyenne, les femmes composent 43 % de la main-d'œuvre agricole des pays en développement et représentent environ deux tiers des 600 millions d'éleveurs dans le monde (pauvreté : moins de 2 USD/par jour)⁴. Au total, 70 % de la population des pays ACP est rurale. Dans les pays les moins avancés, 79 % des femmes qui se déclarent économiquement actives mentionnent l'agriculture comme leur première source de subsistance (48 % des femmes actives dans le monde)⁵. Les femmes représentent un peu plus de la moitié de la population rurale ACP⁶. Pourtant, moins de 20 % des femmes d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes jouissent de droits fonciers et moins de 5 % des femmes du Pacifique ont un droit de propriété. De plus, lorsque les femmes

détiennent des terres, leurs parcelles sont généralement plus petites et de qualité moindre, avec des droits moins sûrs que ceux des hommes. La plupart des études ont conclu que les différences de rendements entre les hommes et les femmes n'étaient pas dues à une insuffisance de compétences de la part de ces dernières, mais à un manque d'accès aux intrants⁷.

Les femmes composent également près de 80 % de la main-d'œuvre agricole des pays ACP. Par exemple, en Afrique subsaharienne, 75 % de la production culturelle totale provient de petites exploitations. Parmi ces exploitations, 75 % sont désherbées à la main, ce qui représente 50 à 70 % du temps consacré au travail agricole. Quatre-vingt-dix pour cent de ce désherbage manuel est effectué par les femmes⁸. Ces dernières sont généralement employées pour des tâches intensives en main-d'œuvre. En général, leur salaire est inférieur à celui des hommes et elles sont plus souvent rétribuées à la pièce, c'est-à-dire par tâche, quel que soit le temps consacré. Par exemple, sur le marché informel de la main-d'œuvre agricole en Afrique, les salaires informels des femmes (en liquide ou en nature) sont généralement moitié moindres que ceux des hommes⁹.

À cause des attitudes culturelles, de la discrimination et du manque de reconnaissance de leur rôle dans la

production alimentaire, les femmes ne profitent que peu, voire pas du tout, de la vulgarisation et de la formation aux nouvelles variétés et technologies culturales. Selon une étude de la FAO menée à bien dans 97 pays en 2012, les agricultrices ne bénéficient que de 5 % des services de vulgarisation agricole et, dans le monde, seuls 15 % des agents de vulgarisations sont des femmes.

Les filles qui n'abandonnent pas leur scolarité sont plus susceptibles de pouvoir se nourrir et nourrir leur famille une fois atteint l'âge adulte. Selon une étude, l'éducation des femmes a contribué à 43 % du total de la réduction de la malnutrition infantile, alors que l'amélioration de la disponibilité de nourriture n'a contribué qu'à 26 % à peine¹⁰. Les différences entre les genres dans l'enseignement reflètent les inégalités profondes dont sont traditionnellement victimes les jeunes filles dans l'éducation. Dans la recherche, la gestion et la prise de décisions de haut niveau, les femmes sont moins représentées que leurs homologues masculins. Seuls 24 % des chercheurs agricoles africains sont des femmes, et 14 % à peine occupent des postes à responsabilités dans leur domaine¹¹, contre 28 % d'hommes. L'agriculture ne pouvant à elle seule entretenir les familles rurales, l'économie non agricole est une source de revenus de plus en plus importante pour les ménages. Pourtant, les femmes des zones rurales n'ont pas un accès égal aux opportunités d'emplois¹².

Dans la plupart des pays d'Afrique, quelle que soit la proportion d'hommes et de femmes qui ont accès au crédit, on constate une disparité de 5 à 10 % dans le pourcentage de ménages dirigés par des femmes qui ont accès au crédit par rapport à celui des ménages dirigés par des hommes¹³. Sans accès au

crédit, il est souvent impossible pour les femmes d'acheter les intrants essentiels tels que les semences, les outils et les engrais, ou d'investir dans l'irrigation et l'amélioration des terres. Au Malawi par exemple, 1 % des agricultrices ont accès au crédit, contre 4 % des agriculteurs.

Une part croissante de la part des femmes dans le revenu du ménage contribue à l'amélioration des moyens de subsistance ruraux. Ainsi, des études ont démontré qu'une augmentation de 10 USD des revenus des femmes avait le même impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages qu'une augmentation de 110 USD des revenus des hommes¹⁴. En surmontant les obstacles liés au transport et aux infrastructures et en encourageant la participation des femmes des zones rurales aux organisations et aux coopératives agricoles, il est possible de réaliser des économies d'échelle au niveau de l'accès aux marchés, de limiter l'isolement et de renforcer la confiance, le leadership et la sécurité.

Les avantages de l'amélioration des conditions des femmes sont donc nombreux. Pour le CTA, ces défis peuvent être relevés. Les nouvelles technologies telles que les TICs, les opportunités de collaboration et la coopération Sud-Sud, la sensibilisation à l'importance de l'intégration des femmes dans les activités de développement et le nombre croissant de femmes occupant des postes à responsabilités ouvrent des horizons favorables aux femmes.

4. www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e.pdf

5. http://www.farmingfirst.org/women_infographic/

6. <https://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2012/10/br19-reader-br19-youth-and-rural-development-in-acp-countries-eng.pdf>

7. www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e.pdf

8. IFPRI

9. <http://www.stakeholderforum.org/st/outreach/index.php/inf2day3home/746-inf2day3item9>

10. Smith and Haddad 2000

11. <http://www.asti.cgiar.org/pdf/ifridp00957.pdf>

12. http://www.farmingfirst.org/women_infographic/

13. <http://www.empowerwomen.org/circles/make-financial-markets-work-for-women>

14. http://www.farmingfirst.org/women_infographic/

2. Contexte et Raisonnement

2.2 Raisonnement : une stratégie sur les questions de genre, pour quoi faire ?

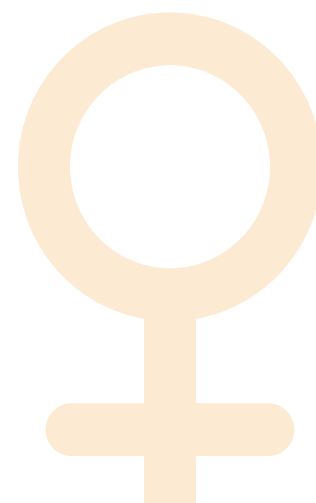
La mission du CTA consiste à *améliorer la sécurité alimentaire, à accroître la prospérité et à favoriser une gestion optimale des ressources naturelles à travers la gestion de l'information, de la communication et des connaissances, la facilitation, le renforcement des capacités et l'autonomisation des organisations et réseaux de développement agricole et rural dans les pays ACP*. Le CTA reconnaît que genre et femmes ne sont pas synonymes. Le fait que cette stratégie sur les questions de genre accorde une attention spécifique aux femmes se justifie principalement par le fait que le CTA ne peut mener à bien sa mission sans investir dans les femmes et les jeunes filles.

De plus, l'une des principales recommandations de l'évaluation externe de la mise en œuvre du Plan stratégique 2007-2010 du CTA était que *puisque deux questions transversales, à savoir la jeunesse et le genre, ont été identifiées comme centrales dans la planification du plan stratégique 2011-2015 du CTA, l'analyse du genre doit être intégrée dans les processus globaux de conception des projets. L'intégration de l'approche de genre va au-delà du simple fait d'impliquer un nombre minimum de femmes dans une activité*.

Cet argument a été confirmé lors de l'évaluation des activités 2003-2013 du CTA selon une perspective de genre, laquelle a également conclu qu'il convenait de redoubler d'efforts pour intégrer pleinement les questions de genre dans la gestion des programmes et des cycles de projet. L'évaluation a également recommandé que les partenariats soient noués en fonction d'une analyse de genre.

Le Plan stratégique 2011-2015 du CTA a fait état qu'une stratégie relative à la jeunesse et aux questions de genres serait mise en place afin de formaliser l'approche de genre du CTA et d'orienter les interventions et la gestion du cycle de projets. Cependant, lors du processus de développement de la Stratégie sur la jeunesse 2013-2018 du CTA, il a été reconnu que les jeunes filles et les femmes étaient confrontées à des défis spécifiques à leur genre et qu'il convenait de distinguer la stratégie de genre de celle sur la jeunesse. Les deux stratégies sont étroitement liées. La définition de la tranche d'âge proposée dans la stratégie sur la jeunesse (18-40 ans) s'applique également ici. Il en va de même de l'inclusion des populations rurales et urbaines. Le mécanisme de mise en œuvre des deux stratégies est également similaire.

Sur le plan institutionnel, l'intégration de la dimension de genre est plus effective et facile lorsqu'elle s'inscrit dans une stratégie institutionnelle et lorsque chaque responsable de projet – et non pas uniquement la « personne chargée de l'égalité des genres sur le plan institutionnel » – doit s'occuper de cette problématique en anticipant les impacts de ces questions sur les stratégies, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Ce document de stratégie a pour objectif de déterminer comment les questions de genre peuvent pleinement s'intégrer dans les activités opérationnelles et les principes institutionnels du CTA.



3. Cadre Conceptuel

3.1 Terminologie

a. Genre

Le genre désigne les relations entre les hommes et les femmes, perçues et matérielles. Le genre n'est pas déterminé par les caractéristiques physiques des femmes et des hommes. C'est une construction entretenue au niveau social. Il s'agit d'un principe organisationnel central dans les sociétés, qui gouverne souvent les processus de production et de reproduction, de consommation et de distribution¹⁵. Il régit également les relations de pouvoir à travers lesquelles les femmes et les hommes ont accès ou jouissent d'un statut, d'un pouvoir et de ressources matérielles au sein de la société¹⁶.

b. Égalité des genres

L'égalité des genres implique une visibilité, une émancipation et une participation égales des deux sexes dans toutes les sphères de la vie publique et privée. Elle implique l'acceptation et l'appréciation de la complémentarité des femmes et des hommes et de leurs rôles divers au sein de la société¹⁷.

c. Émancipation des femmes

L'émancipation des femmes est possible lorsque les femmes et les jeunes filles acquièrent le pouvoir d'agir librement, d'exercer leurs droits et de réaliser leur potentiel de membres à part entière et égaux de la société. Si l'émancipation est souvent interne et que chacun s'émancipe, les cultures, les sociétés et les institutions créent les conditions qui facilitent ou entravent les possibilités d'émancipation¹⁸.

d. Intégration de la dimension de genre

« L'intégration de la dimension de genre est le processus d'évaluation des implications pour les femmes et les hommes de toute action planifiée, notamment la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie permettant d'intégrer les préoccupations et les expériences tant féminines que masculines dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans l'ensemble des sphères politiques, économiques et sociétales afin que les femmes et les hommes en bénéficient sur un pied d'égalité et que les inégalités ne soient pas perpétuées. L'objectif ultime est l'égalité entre les hommes et les femmes.

15. FAO 1997, www.fao.org/docrep/007/y5608e/y5608e01.htm

16. Barribeau 1994: 1998

17. EU Commission

18. USAID

3. Cadre Conceptuel

L'intégration de la dimension de genre suppose de se concentrer sur les contributions, les perspectives et les priorités des femmes et des hommes dans le développement afin d'informer l'élaboration, la mise en œuvre et les résultats des politiques et des programmes. Il s'agit d'une stratégie essentielle non seulement pour l'égalité entre les hommes et les femmes – qui est un objectif en soi –, mais également pour atteindre d'autres buts de développement, économiques notamment. En effet, faire fi des facteurs de genre pertinents dans les politiques macroéconomiques et les institutions peut entraver l'aboutissement de ces dernières¹⁹. »

3.2 Une théorie du changement qui «intègre» la dimension de genre

En intégrant les questions de genre dans sa TdC générale, le CTA s'efforce de renforcer son système et ses pratiques de suivi et d'évaluation (S&E) à travers l'analyse de la dimension de genre, et ce afin d'atteindre les objectifs fixés sur ces questions. Deux observations sous-tendent cette approche.

Premièrement, le travail passé et actuel du CTA intègre déjà les besoins des femmes des pays et des régions ACP à travers des produits et des services spécifiques aux femmes et parce que celles-ci font déjà partie des bénéficiaires directs et indirects du Centre. Cette stratégie invite simplement les coordinateurs de projets à intégrer l'analyse de genre à leur logique d'intervention et à déterminer clairement les attentes et les changements attendus. Par conséquent, un cadre de S&E amélioré peut permettre d'obtenir des résultats très convaincants et de parvenir à un apprentissage pour tous, participant ainsi au mandat du CTA.

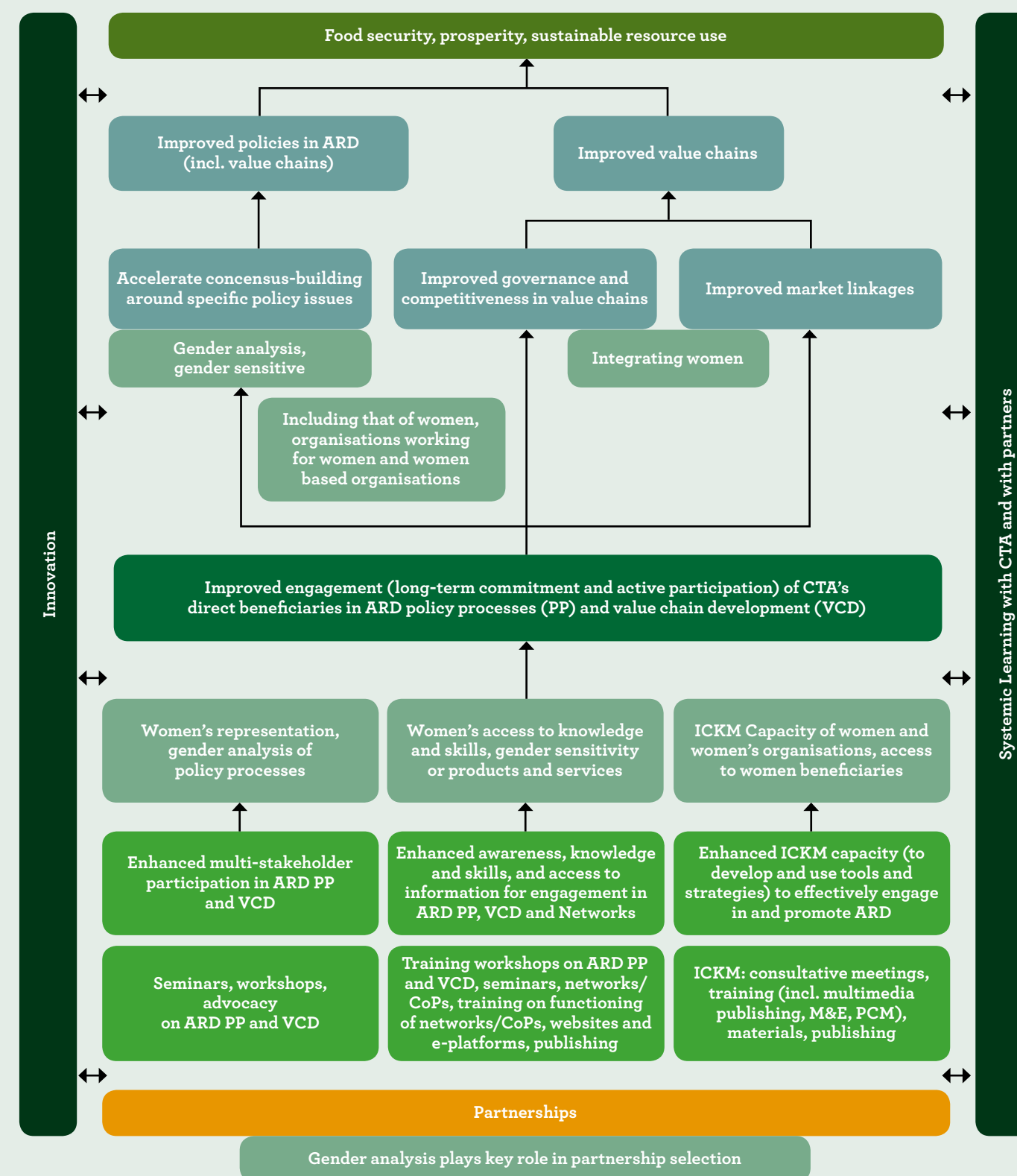
e. Sensibilisation et sensibilité à la dimension de genre

La sensibilisation aux questions de genre est la capacité à envisager la société selon une perspective de rôles assignés aux hommes et aux femmes et de leur impact sur les besoins des femmes par rapport à ceux des hommes. La sensibilité à la dimension de genre traduit cette sensibilisation en actions au niveau des politiques, des programmes et des budgets de développement²⁰.

Deuxièmement, le CTA reconnaît la nécessité d'évaluer les performances et de développer des indicateurs logiques d'intervention intégrant la dimension de genre. La stratégie invite donc également les coordinateurs de projets à accorder la priorité à l'apprentissage en interne afin de renforcer les organisations et de susciter le changement.

Les principaux aspects de cette TdC du CTA intégrant la dimension de genre peuvent être synthétisés comme suit :

Schéma 1 . Théorie « *genrée* » du changement du CTA



19. UNIFEM- Focusing on women: UNIFEM's experience in mainstreaming, Mary B. Anderson, 1993

20. www.un.org/womenwatch/daw/csw/GMS.PDF

3. Cadre Conceptuel

Schéma 2. Principaux aspects de la TdC intégrant la dimension de genre

Marqueurs de progrès transversaux	
<ul style="list-style-type: none">• Analyse systématique des projets de base et des projets (y compris les références de base et les indicateurs) selon une dimension de genre• Allocation de ressources adaptées• Analyse selon la dimension de genre comme base des partenariats• Suivi et évaluation systématiques	
Principaux objectifs de la stratégie 2011-2015	Principaux marqueurs de progrès
Renforcer les politiques et les processus de DAR et de DCV en garantissant la représentation des femmes dans les processus et en analysant ceux-ci selon une dimension de genre.	<ul style="list-style-type: none">• Représentation croissante des femmes et de leurs intérêts.• Influence croissante dans les décisions et les politiques (par rapport aux hommes)• Accès plus large aux avantages (ressources) des activités propres (notamment à travers une plus grande mobilité) ou aux interventions de développement et contrôle renforcé.
Renforcer la sensibilisation, les connaissances, les compétences et l'accès à l'information des femmes, des organisations de femmes et des organisations œuvrant en faveur des femmes.	<ul style="list-style-type: none">• Accès aux informations produites et disséminées pertinentes pour les femmes des régions ACP et leurs intérêts.• Amélioration des connaissances et des compétences au niveau de l'accès, de l'utilisation et du développement de contenu ou des réseaux d'information pour la communication, la négociation et les initiatives d'action politique.• Priorité proactive accordée aux thèmes d'importance stratégique pour les femmes des zones rurales dans les pays ACP.
Renforcer les capacités d'ICGC des femmes, des organisations de femmes et des organisations œuvrant en faveur des femmes à s'impliquer et à promouvoir efficacement le DAR.	<ul style="list-style-type: none">• Increased organizational capacity for ACP women and representation of women's interests organisations• Women's capacities to formulate their needs, interact with and inform decision-makers in development of interventions strengthened• Knowledge and information on ACP-specific gender issues in ARD regularly updated



3.3 Pourquoi se concentrer sur l'émancipation des femmes ?

De même que le facteur de changement de la TdC globale du CTA est l'implication, celui de l'intégration de la dimension de genre dans cette TdC est l'émancipation des femmes. Cette priorité émane de la conviction selon laquelle l'émancipation des femmes est essentielle et, dans les faits, indispensable si l'on souhaite atteindre les trois objectifs stratégiques du CTA. En d'autres termes, l'implication suppose celle des femmes et ne peut s'en départir.

En effet, depuis sa création en 1983, le CTA s'efforce de conjuguer analyse et action sur les questions de genre et les TICs dans l'agriculture à travers GenARDIS et d'autres activités de GIC. Le CTA demeure convaincu que les questions de genre sont des préoccupations fondamentales de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural et qu'inévitablement, les TICs jouent un rôle essentiel dans ces domaines.

Les femmes sont déjà impliquées dans l'agriculture et jouent un rôle central dans ce secteur, comme travailleuses, scientifiques, novatrices et entrepreneuses, ainsi que de nombreuses autres façons. Le problème n'est pas leur implication dans l'agriculture, mais leur influence sur celle-ci. **Afin de renforcer leur influence et leur accès**

aux avantages susmentionnés, le CTA s'efforce d'émanciper les femmes en leur fournissant les informations, les connaissances, les compétences et les technologies dont elles ont besoin pour faire entendre leur voix.

Le CTA est convaincu que l'émancipation des femmes est essentielle à la mise en place de processus politiques de DAR à parties prenantes multiples, à la promotion du développement de chaînes de valeur profitables incluant les petits exploitants et à l'amélioration des capacités d'information, de communication et de gestion des connaissances (ICGC) des organisations et des réseaux ACP. L'émancipation économique des femmes et la démonstration de l'impact sur leurs moyens de subsistance sont également essentielles pour obtenir le soutien d'autres parties prenantes du CTA.

De plus, le CTA reconnaît que les femmes des pays ACP sont une communauté hétérogène diversifiée, notamment du point de vue de l'âge, des défis, du contexte et des différences culturelles. C'est pourquoi les domaines d'intervention seront informés et déterminés par les stratégies et les priorités régionales du CTA, comme décrit dans la stratégie de partenariat.

4. Emancipation des femmes, TICs et ICGC

Afin de souligner l'importance tant des TICs en tant qu'outils que de l'information, de la communication et de la gestion des connaissances (ICGC) en tant qu'outils de développement et de gestion de contenu, ce chapitre envisage simultanément ces deux aspects du travail du CTA.

Un programme de gestion des connaissances ne serait ni exhaustif ni complet sans perspective de genre. Premièrement, le genre est un domaine de connaissances à part entière qui nécessite donc une stratégie de gestion des connaissances. Deuxièmement, les connaissances des femmes et des hommes divergent, y compris sur les mêmes sujets. Ils organisent leurs connaissances de manière différente et reçoivent et transmettent leur savoir au moyen de méthodes différentes²¹.

De plus, les TICs changent notre manière de travailler, d'interagir, de penser et d'organiser nos vies où que nous vivions et quelle que soit notre profession. La révolution numérique bouleverse notre manière de créer, de gérer, de partager et de publier l'information, ainsi que notre façon de collaborer, de communiquer et de partager des ressources. Ces changements ouvrent des horizons incroyables seulement pour le secteur du développement en général, mais également pour le secteur agricole, en particulier dans le domaine des connaissances de DAR. Cependant, comme toutes les technologies employées dans les processus de développement, les TICs ont un impact différent sur les hommes et les femmes et chaque groupe a des besoins différents. En effet, dans le domaine des TICs pour l'agriculture et le développement rural, il est presque impossible de trouver un projet neutre au niveau du genre : c'est-à-dire qui touche les hommes et les femmes et leur profite de la même manière. Si un projet prétend à une certaine neutralité, il ne débouche généralement pas sur des résultats neutres au niveau du genre²².

21. FAO presentation at CTA, November, 2013

22. CTA, ICT Update, Gender and ICTs, Issue 8, 2002

Domaine d'action 1 : Connaissances et technologies de l'information pour le genre

Le CTA a déjà conçu des stratégies d'intervention afin de renforcer les capacités limitées des institutions ACP – notamment des éditeurs, des ministères de l'agriculture, des institutions de recherche, des ONG, des centres d'information et des services de vulgarisation – à générer et à présenter l'information agricole de manière à lui donner de la valeur et à générer un contenu local.

Ce domaine d'action consiste à accorder une attention particulière aux femmes, aux organisations de femmes et aux organisations œuvrant en faveur des intérêts des femmes ou celles qui ont un accès direct aux bénéficiaires féminines des interventions de développement des capacités d'ICGC. Il vise également à garantir que les femmes et les organisations de femmes sont représentées et contribuent aux plateformes de partage des connaissances qu'elles soutiennent.

Le Centre continuera à soutenir les femmes et les professionnelles des sciences, des technologies, des politiques, des TICs, du secteur privé et des domaines de vulgarisation à travers des concours, la participation à des événements internationaux, des publications et la formation. Il continuera à faire en sorte que la proportion de femmes bénéficiaires augmente dans l'ensemble des événements, formations, concours et publications du CTA.

Le travail en cours s'attache déjà à combler les lacunes de partage d'information et de communication entre les diverses parties prenantes – petits exploitants, décideurs politiques, chercheurs, professionnels de la vulgarisation, organisations de la société civile (OSC) et secteur privé.

De plus, le domaine de connaissance « agriculture et genre dans les pays ACP » est actuellement insuffisamment documenté, analysé et partagé.

Le CTA lui-même contribuera à cette génération de contenu local²³ sur les femmes et les questions de genre affectant ses domaines d'intervention (tels que les chaînes de valeur et les processus politiques) en analysant les lacunes en matière de connaissances spécifiques à ces questions et en soutenant les publications pertinentes. Il encouragera des utilisations collaboratives du corps de connaissances créé en promouvant et en disséminant l'information et les connaissances et en les incorporant aux plateformes d'échange de connaissances existantes.

De plus, les femmes des pays ACP seront soutenues afin d'être plus visibles dans la recherche en DAR et de publier dans leur domaine d'expertise.

Domaine d'action 2 : Transmettre les connaissances à ceux qui en ont besoin

Ce domaine d'action résulte de deux grandes observations. Premièrement, il faut absolument exploiter les outils et les approches mis au point et utilisés par d'autres organisations (tels que les outils de documentation des connaissances locales participatives intégrant la dimension de genre mis au point par la FAO)²⁴. Deuxièmement, les TICs et les ICGC jouent également un rôle central en ce qui concerne les politiques et le travail sur les chaînes de valeur et des liens doivent être établis.

Le CTA mène déjà à bien des activités donnant accès au contenu pertinent du CTA et des ACP et publie des contenus adaptés et pertinents sur les politiques et les chaînes de valeur agricoles ACP. Ces informations et

23. In this regard, existing gender sensitive participatory documentation of knowledge tools (such as those developed by FAO) will be used.

24. FAO and IFAD presentations at CTA, November 2013

4. Emancipation des femmes, TICs et ICGC

connaissances tiendront compte des besoins des femmes à travers l'analyse systématique de leur contenu dans une optique de genre. Le contenu et les publications intégreront la dimension de genre, seront adaptés aux femmes et traiteront des aspects de genre du sujet ou de la thématique envisagée. Le Centre s'engage à ce que dans la plupart de ses publications, une attention particulière soit accordée aux femmes et aux questions de genre.

Les publications et les connaissances générées devront être accessibles aux femmes. Il s'agira pour ce faire d'analyser les bénéficiaires actuels, de développer une stratégie communautaire claire, de cartographier les besoins et de mettre activement l'accent sur les femmes et les jeunes filles bénéficiaires.

De plus, plusieurs interventions en cours fournissent des outils et des approches de dissémination massive de contenu sur l'agriculture et encouragent l'utilisation de TICs novatrices pour l'accès et la dissémination de celui-ci. Comme le démontre l'expérience passée du CTA, ces outils et approches accélèrent l'émancipation des femmes.

Le Centre s'engage à garantir la pertinence de ces outils et approches et leur accessibilité aux femmes. Il conviendra donc de comprendre pourquoi ces outils ne peuvent être neutres au niveau du genre et doivent être adaptés comme il se doit au contexte et aux besoins. Le Centre s'efforcera activement de cibler les organisations de femmes et les organisations ayant un accès direct aux bénéficiaires féminines afin de tester l'utilisabilité et la pertinence de ces outils et de promouvoir et d'encourager leur utilisation.

Les professionnelles des TICs seront soutenues dans leurs activités entrepreneuriales à travers une plus grande visibilité ou un meilleur accès aux opportunités de partage de l'information et de connaissances avec d'autres régions



5. Intégrer les femmes dans les chaines de valeur

Le travail actuel du CTA sur les chaines de valeur s'appuie sur le fait que des chaines de valeur plus inclusives permettent aux petits agriculteurs d'accéder à des marchés qui leur étaient auparavant interdits. Afin d'y parvenir, il faut entre autres choses mettre en place un environnement propice à la croissance, au commerce national, régional et international, à des flux d'information renforcés – notamment par l'utilisation des TICs – et, en particulier, à la volonté d'innover. De plus, afin de nourrir 9 millions de personnes d'ici 2050, les petits agriculteurs, qui sont environ 500 millions dans le monde et devraient le rester pour les années à venir, doivent être intégrés dans des chaines de valeur efficaces et passer de la culture de subsistance à des modèles d'entreprises efficaces²⁵.

Par « chaines de valeur inclusives », on entend en outre des chaines de valeur qui profitent aux femmes et dans lesquelles celles-ci jouent un rôle égal à celui des hommes. Actuellement, les femmes fournissent 30 à 80 % de la main-d'œuvre de l'ensemble des

activités agricoles selon l'activité et le secteur²⁶. Cependant, les femmes sont plus susceptibles d'avoir un emploi mal rémunéré, à temps partiel et saisonnier et sont généralement moins payées, même lorsqu'elles ont des qualifications plus élevées²⁷. L'importance des chaines de valeur dans l'émancipation économique des femmes et l'impact positif que cela aura sur l'agriculture et le développement rural des régions ACP ne sont pas mis en doute. En effet, on estime que l'intégration des femmes dans les chaines de valeur augmente la production nationale des pays en développement de 2,5 à 4 % et réduit la malnutrition dans le monde de 17 %²⁸. De plus, les avantages de l'intégration des femmes sur les chaines de valeur dépassent l'agriculture pour couvrir la santé, le développement, la sécurité et la paix dans un pays²⁹.

Le programme des chaines de valeur du Centre s'attache à remédier : (i) au partage limité des connaissances et de l'information entre les parties prenantes ACP sur des questions centrales liées au développement des marchés

²⁵. http://publications.cta.int/media/publications/downloads/1755_PDF.pdf (Making the connection policy pointer)

²⁶. www.fao.org/docrep/013/am307e/am307e00.pdf

²⁷. www.giz.de/fachexpertise/downloads/giz2013-en-gender-and-value-chains.pdf

²⁸. http://www.farmingfirst.org/women_infographic

²⁹. <http://www.fao.org/docrep/013/am307e/am307e00.pdf>

5. Intégrer les femmes dans les chaînes de valeur

nationaux et régionaux ; (ii) au manque de compétences disponibles pour renforcer l'orientation sur le marché des agriculteurs, le commerce régional et atténuer les préoccupations liées à l'industrie agricole ; (iii) à l'insuffisance de communication, de réseautage et de confiance parmi les acteurs de la chaîne de valeur, ainsi que parmi les institutions de soutien aux entreprises agricoles et au commerce aux niveaux national et sous-régional et ; (iv) à la faiblesse du rôle des organisations d'agriculteurs dans les discussions regroupant diverses parties prenantes.

Les activités s'articulent autour de trois grands domaines : a) le soutien à la recherche pertinentes et à la préparation et à la dissémination d'études de cas pour des chaînes de valeur des produits prioritaires inclusives et le financement des chaînes de valeur dans les pays ACP ; b) le soutien au développement des capacités et au renforcement des compétences sur le développement des chaînes de valeur et des entreprises agricoles, ainsi que des outils innovants de financement de chaînes de valeur ; c) le soutien institutionnel aux associations régionales de production et la facilitation d'un dialogue regroupant diverses parties prenantes.

Domaine d'action 1 : Mettre l'accent sur le genre comme élément inclusif

Plusieurs organisations internationales œuvrant actuellement dans des domaines similaires à ceux du CTA en matière de chaînes de valeur ont reconnu la nécessité d'intégrer les questions de genre dans le travail lié aux CV et ont identifié une

série de mesures permettant d'y parvenir. Cependant, très peu d'entre elles sont liées aux pays ACP, les informations générées par ces exemples sont rarement consignées et documentées et les statistiques et informations liées au développement des chaînes de valeur ACP demeurent très médiocres. Par exemple, alors que le rôle des femmes dans la production de l'élevage à petite échelle est bien reconnu, leur implication dans la production intensive et les chaînes de marché associées à de grandes entreprises commerciales est bien moins documentée³⁰.

De plus, les approches diffèrent quant à la définition de l'intégration de la dimension de genre dans le DCV du fait des divergences sur la définition de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'évolution attendue. Cette évolution devrait-elle permettre d'augmenter les revenus des femmes, de faire évoluer les processus de prise de décision au niveau des ménages ou de garantir l'égalité des chances et la liberté de choix ? Ces définitions impliquent des processus très différents comportant des implications diverses pour les femmes et les relations de genre³².

Si cette stratégie de genre vise à émanciper les femmes, le rôle du CTA en tant qu'intermédiaire de connaissances consiste également à utiliser et à générer un savoir pertinent s'inscrivant pleinement dans le contexte de la région et du pays ACP concernés³³. De plus, comme cela a été réaffirmé lors de sa conférence « Resserrer les liens : des chaînes de valeur agricoles au profit des petits agriculteurs », l'objectif est de développer des chaînes de valeur rentables et durables intégrant les petits exploitants. Par conséquent, face aux questions

femmes pour des cultures vivrières sont confisquées par leurs maris pour des cultures commerciales, obligeant la famille à acheter de la nourriture pour survivre au lieu de la produire elle-même. Cela ne serait pas tellement problématique si les hommes ne dépensaient pas souvent de manière imprudente le budget du ménage sans donner suffisamment d'argent aux femmes pour nourrir la famille. Parce que les contrats sont au nom des hommes, ce sont eux qui sont invités aux réunions et aux formations. Même si les femmes assument la majorité du travail, elles ne bénéficient bien souvent d'aucune formation. Shepherd, 2013.

30. <http://www.fao.org/docrep/013/am307e/am307e00.pdf>

31. Voir note 25

32. Des contrats fructueux en apparence peuvent présenter d'autres difficultés si on les examine de plus près. Les relations de genre peuvent poser des problèmes particuliers. Le gros du travail est souvent assuré par les femmes, mais les sociétés ont tendance à rédiger les contrats au nom des hommes et, de ce fait, le paiement est également fait aux hommes. Dans certains pays, il peut s'avérer socialement inacceptable que le contrat soit rédigé au nom d'une femme. Parfois, les terres utilisées par des



auxquelles le CTA s'efforce de faire face à travers son travail sur les chaînes de valeur et le type d'interventions qu'il nécessite, le premier domaine d'action où le Centre peut agir afin d'intégrer les questions de genre dans son travail sur les CV et celui de la sensibilisation aux différents impacts des diverses approches et interventions de CV sur les femmes et sur les hommes (et d'en assurer le suivi). En particulier, cette sensibilisation doit soulever la question de savoir si le développement des chaînes de valeur dans les pays ACP profite aux femmes et les inclut.

Dans la pratique, il s'agit d'améliorer les connaissances actuelles sur le DCV et en particulier sur l'impact de genre de ces interventions :

- À travers une analyse de genre du nombre croissant de « boîtes à outils méthodologiques » sur l'analyse des chaînes de valeur pour les chercheurs et le développement des chaînes de valeur en général³⁴;
- En menant à bien des évaluations formelles « robustes » de l'impact de genre des initiatives actuelles de développement des chaînes de valeur. L'information actuelle est très limitée³⁵;
- En développant des preuves empiriques sur la question à travers des études de cas (de bonnes pratiques et d'exemples non fructueux) pertinentes pour les pays ACP. En majorité, les rares documents disponibles concernent les pays d'Amérique latine et d'Asie et les chaînes de valeur agroalimentaires ;
- En synthétisant les connaissances sur les questions de genre pertinentes pour le développement des chaînes de valeur.

33. PS du CTA 2011-2015, Stratégie du CTA pour la jeunesse 2013-2017, Stratégie de partenariat du CTA 2014-2016

34. Voir également les publications du CTA sur ce sujet.

35. Gender Mainstreaming in VCD, SNV. Voyez également Desk Study on Gender Mainstreaming Practices around the World, étude menée à bien par le CTA.

5. Intégrer les femmes dans les chaînes de valeur

Domaine d'action 2 : Démontrer les avantages du « renforcement» des femmes sur les CV

Ce domaine d'action est lié au domaine d'action 1 susmentionné. Cependant, alors que le premier concerne l'impact des diverses approches de chaînes de valeur sur les questions de genre, celui-ci porte sur l'impact des stratégies de genre sur le développement du travail sur les chaînes de valeur. Il s'agit également du domaine d'action qui permettra de faire le lien avec le travail du CTA sur les politiques de DAR dans les pays ACP ainsi que sur la gestion des connaissances et les TICs.

Les études actuellement menées montrent que l'augmentation des revenus des femmes renforce clairement les revenus nationaux et réduit nettement la malnutrition et il est démontré que le développement ne peut faire fi de la moitié de la population. Du fait de l'insuffisance de la recherche sur l'impact du genre sur le travail sur les chaînes de valeur dans les pays ACP, les preuves font défaut sur les avantages de l'intégration des femmes dans le développement des chaînes de valeur pour le développement agricole et rural des pays en général.

Le concept de « renforcement » est utilisé dans l'analyse des chaînes de valeur pour identifier les possibilités pour les acteurs de « s'élever sur la chaîne de valeur », en passant à des positions plus intéressantes sur la chaîne ou en développant des produits à plus grande valeur ajoutée qui peuvent améliorer les bénéfices pour les producteurs³⁶. En général, les divers types de renforcement

concernent les produits (et leur amélioration), les processus (amélioration des systèmes), le fonctionnement (fonctions nouvelles ou améliorées) et le renforcement intersectoriel (en tirant mutuellement les enseignements des secteurs)

Ce domaine d'action vise donc à améliorer les preuves liées à chaque approche de renforcement qui se rapporte à l'émancipation des femmes et au rôle des TICs et des autres technologies. En pratique, les questions soulevées seront les suivantes :

- L'une des approches est-elle plus propice à l'émancipation des femmes des pays ACP ?
- Quels facteurs déterminent l'inclusion des femmes sur les chaînes de valeur ?
- Quels facteurs (notamment les outils et les sciences et les technologies de l'information) facilitent ou entravent le processus ?
- Quel est l'impact de cette inclusion des femmes sur leur émancipation ?
- Quel est l'avantage de l'émancipation des femmes sur la chaîne de valeur (bénéfices, inclusion et durabilité) et sur le développement agricole et rural en général ?

Une fois de plus, le CTA exploitera son avantage comparatif afin de faire le lien entre ces preuves et le contexte, ainsi que les besoins des régions et des pays ACP. Il s'engage à produire et à disséminer ces études de cas, ces recherches ou ces publications, qui à leur tour alimenteront son travail sur les politiques et les processus politiques de DAR et seront utilisées pour leur conception.

36. Riisgaard, L., S. Bolwig, F. Matose, S. Ponte, A. du Toit & N. Halberg (2008), 'A Strategic Framework and Toolbox for Action Research with Small Producers in Value Chains', DIIS Working Paper 2008:17.

6. Emancipation des femmes et participation aux processus politiques de DAR

Alors que pour toute intervention de développement le travail politique est souvent inévitable et même nécessaire, il ne faut pas tomber dans le piège de l'énumération des problèmes sans proposer de solutions. Concernant les politiques de DAR des pays ACP, les interventions du CTA se concentrent sur les processus (et non sur les politiques elles-mêmes) et sur le renforcement de l'implication de l'ensemble des acteurs concernés dans ces processus et leur capacité à assurer le suivi et la promotion de la mise en œuvre des politiques.

Le CTA s'efforce en particulier de renforcer la diversité de groupes à parties prenantes multiples qui participent activement aux processus politiques de DAR afin de renforcer l'accès à l'information, la sensibilisation, les connaissances et les compétences sur les questions politiques liées au changement climatique, à la sécurité

alimentaire et nutritionnelle et au commerce régional. Il s'attache également à développer les capacités des acteurs politiques, des analystes et des réseaux afin d'apporter des preuves et d'influencer les processus politiques de DAR et de développer le consensus sur les grandes questions de DAR.

Par conséquent, les dialogues politiques et les événements qui déterminent l'agenda et visent les organisations régionales d'agriculteurs, les parlementaires, les entreprises agricoles, les chercheurs et la communauté scientifique, ainsi que d'autres acteurs centraux, sont facilités et soutenus. De plus, ces parties prenantes et acteurs disposent des informations et des capacités leur permettant de s'impliquer efficacement dans les processus politiques.



6. Emancipation des femmes et participation aux processus politiques de DAR

L'émancipation des femmes est à la fois une conséquence et un facteur de succès du travail politique. Les femmes et les organisations qui les représentent demeurent sous-représentées dans les processus politiques. Mais une participation équitable des femmes à ces derniers est essentielle si l'on souhaite mettre au point des « politiques de DAR durables, inclusives et efficaces dans les pays ACP ». Dans le travail politique du CTA, l'émancipation des femmes consiste à fournir aux femmes et aux jeunes filles des pays ACP l'information, les outils et les capacités nécessaires à leur implication dans les processus politiques de DAR aux niveaux national et régional.

Les cadres politiques, institutionnels et juridiques qui soutiennent l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de développement des pays ACP liées à l'agriculture, au commerce, au changement climatique et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent être renforcés et les réussites doivent être partagées. Le CTA peut soutenir les efforts au niveau régional afin de mettre au point des plans d'action mettant en lumière les entraves pratiques à la participation des femmes aux politiques de DAR. Il convient également d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes soutenant la participation active des femmes des zones rurales dans les organisations et les coopératives de producteurs et leur participation à des postes à responsabilités au sein de ces organisations en tant qu'actrices pouvant influencer les politiques mondiales et régionales et ainsi améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance et réduire la pauvreté rurale. Il est impératif de renforcer le socle de preuves afin de soutenir la conception et la mise en œuvre des politiques.

Domaine d'action 1 : Soutenir l'inclusion des femmes dans les processus politiques de DAR

L'influence sur les politiques est une activité où la concurrence fait rage. En effet, de

nombreuses organisations, facteurs, groupes et autres acteurs tentent d'influencer les politiques et les processus politiques. De plus, plusieurs organisations internationales qui disposent de davantage de ressources se concentrent également sur les femmes et sur l'intégration de la dimension de genre dans les processus politiques, en particulier car ces aspects concernent la prise de décision et la démocratie.

Les domaines de focalisation du travail du CTA sur les politiques sont l'agriculture intelligente face au climat, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le soutien aux politiques permettant d'améliorer le commerce agricole inter et intrarégional.

Par conséquent, ce domaine d'action propose de consolider les preuves générées par le travail du CTA sur les TICs et l'ICGC (y compris les sciences et les technologies) et les chaînes de valeur décrites dans les sections ci-dessus et de les utiliser dans son travail sur les politiques. Le CTA soutiendra les processus politiques de DAR dans les régions ACP en générant et en développant les preuves concernant les avantages des TICs et de la gestion des connaissances pour l'émancipation des femmes et les conséquences que cela entraîne pour le DAR aux niveaux national et régional.

En prenant l'initiative de créer ces liens, le CTA contribuera à son tour à renforcer de manière efficace les processus politiques de DAR dans les pays ACP. Concrètement, afin de faire ce lien, ce domaine d'action :

- Explorera les TICs comme mécanisme rentable d'implication des femmes et des jeunes filles dans les processus politiques ;
- Identifiera des technologies et des innovations rentables permettant d'inclure les femmes dans les chaînes de valeur ;
- Explorera les TICs comme facteur de succès de l'inclusion des femmes dans le développement des chaînes de valeur ;

- Évaluera les avantages de l'utilisation des TICs pour l'inclusion des femmes dans le développement des chaînes de valeur et son impact sur les processus politiques de DAR.

En d'autres termes, les preuves générées répondront également aux questions suivantes :

- Une plus grande inclusion des femmes et des jeunes filles sur les chaînes de valeurs entraîne-t-elle une plus grande participation de leur part aux processus politiques et mène-t-elle à une évolution de ceux-ci en faveur des productrices ?
- Comment les TICs peuvent-elles jouer un rôle dans ces processus ? Est-ce effectivement le cas ?

À cet égard, le CTA s'engage à exploiter son avantage comparatif et ses partenariats pour produire les études de cas, les études et les publications permettant de nouer ces liens.

Domaine d'action 2 : Approches novatrices en matière de politiques intégrant la dimension de genre

Ce domaine d'action concerne principalement le soutien au domaine d'action 1 en créant les conditions propices. Il garantit également la continuité du travail en cours du CTA sur les politiques et les processus politiques. À cet égard, le travail actuel du CTA consistant à aider les femmes et aux organisations de femmes à participer aux processus politiques devrait se poursuivre. En particulier, le cadre du PDDAA a été critiqué : il ne tiendrait compte que symboliquement des questions de genre et le fait que les acteurs non étatiques aient été invités à combler cette lacune n'a pas changé grand-chose aux résultats³⁷.

Les processus politiques régionaux et continentaux doivent donc être soutenus par une analyse de genre et l'implication des femmes et des organisations de femmes dans ce processus doit être renforcée.

D'un point de vue pratique, le domaine d'action :

- Continuera à développer les capacités des femmes, des jeunes filles et des organisations de femmes à participer activement aux processus politiques et à s'y impliquer ;
- Continuera à concevoir des produits et des services spécifiques aux femmes soutenant les femmes et les professionnelles des sciences et des TICs et générant des informations et des bonnes pratiques pouvant être utilisées pour une dissémination plus large ;
- Documentera et partagera les bonnes pratiques et les enseignements tirés du développement des capacités des femmes et des jeunes filles (et des organisations qui les représentent) dans les TICs et la gestion des connaissances, ainsi que leur impact sur les chaînes de valeur et le DAR ;
- Assurera une perspective de genre dans l'ensemble de ses interventions et ses projets liés aux TICs ; et
- Mènera à bien des études de cas dans le cadre de son travail sur les TICs, en se concentrant sur des domaines particuliers tels que la vulgarisation, le changement climatique et les chaînes de valeur de produits prioritaires, le tout afin de générer des preuves comparatives.

À cet égard, le CTA continuera à utiliser son avantage comparatif afin de garantir que les femmes et les jeunes filles sont représentées dans ses propres forums à parties prenantes multiples, que les organisations de femmes constituent une proportion importante de ses bénéficiaires d'activités et interventions liées aux politiques et que des produits et des services liés aux politiques et aux femmes sont mis au point.

³⁷ T. Paul Cox, Learning From 10 years of CAADP, Spore- (CTA)- February-March 2014- Issue 168

7. Intégration de la dimension de genre dans les activités du CTA

7.1 Communiquer la stratégie

La sensibilisation à la stratégie et à ses implications sur les interventions et les partenariats du CTA est importante. Le Centre s'engage donc à communiquer effectivement la stratégie en interne et avec ses partenaires. Il s'efforcera en particulier de créer la compréhension

mutuelle qu'une stratégie intégrant efficacement la dimension de genre contribue à la rentabilité des interventions à long terme et que les avantages de cette intégration dépassent le simple cadre de l'intervention et l'organisation elle-même.



7. Intégration de la dimension de genre dans les activités du CTA

7.2
Collaboration
transversale
entre les
programmes

Tous les domaines d'action proposés sous cette rubrique nécessitent un effort collectif et une collaboration transversale entre les programmes du CTA, ainsi qu'un lien entre les diverses stratégies (en particulier la stratégie de partenariat et la stratégie pour la jeunesse 2013-2018) :

- Le programme politique, marchés et TICs (PMT) assurera la mise en œuvre des sections liées aux politiques, au développement des chaînes de valeur et aux TICs ;
- Le programme gestion des connaissances et communication (GCC) assurera la mise en œuvre des sections consacrées à l'ICGC, en coordination avec d'autres sections de la stratégie ;

- Le département des services communs (DSC) est responsable des questions liées aux ressources humaines au sein du CTA afin de garantir que la capacité du personnel est sans cesse développée sur les questions de genre et que ces dernières sont intégrées à la description des postes et à l'évaluation du personnel. Il s'attache également à coordonner le développement et l'adoption d'une politique de genre (concernant le personnel et les avantages professionnels) au sein du CTA et à assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
- L'unité apprentissage, suivi et évaluation (ASE) assurera le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie.

7.3
Accords
institutionnels

En vue d'atteindre les objectifs de cette stratégie, il convient également de mettre en place des mécanismes et des accords institutionnels robustes. Un consensus et une compréhension commune seront développés au sein du CTA sur les concepts, la TdC et les domaines d'action proposés dans la stratégie. Cela suppose notamment de développer et de renforcer sans cesse les capacités du personnel sur les questions de genre.

Le Centre s'engage également à créer l'environnement institutionnel nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie :

- Le développement et l'adoption d'une politique sur les questions de genre au sein du CTA ;
- La désignation d'un point central d'ASE chargé :
 - du suivi de la mise en œuvre de la stratégie et du rapport sur les conclusions de la direction ;
 - de la promotion active de l'adoption et de la mise en œuvre de la stratégie et des orientations y relatives par le CTA et ses partenaires ;
- L'allocation de ressources suffisantes pour la mise en œuvre de la stratégie ;
- Le renforcement des preuves au sein du CTA sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés – y compris des expériences infructueuses
- La mise à disposition d'un guide de mise en œuvre efficace pour le personnel du programme ; et
- La création des partenariats et des alignements nécessaires à la réalisation des objectifs stratégiques.

7.4
Suivi et
évaluation

Des systèmes de suivi et d'évaluation solides sont essentiels à la réussite de cette stratégie. D'une certaine manière, le centre d'attention du CTA sur les questions de genre est lié à l'unité ASE.

Par conséquent :

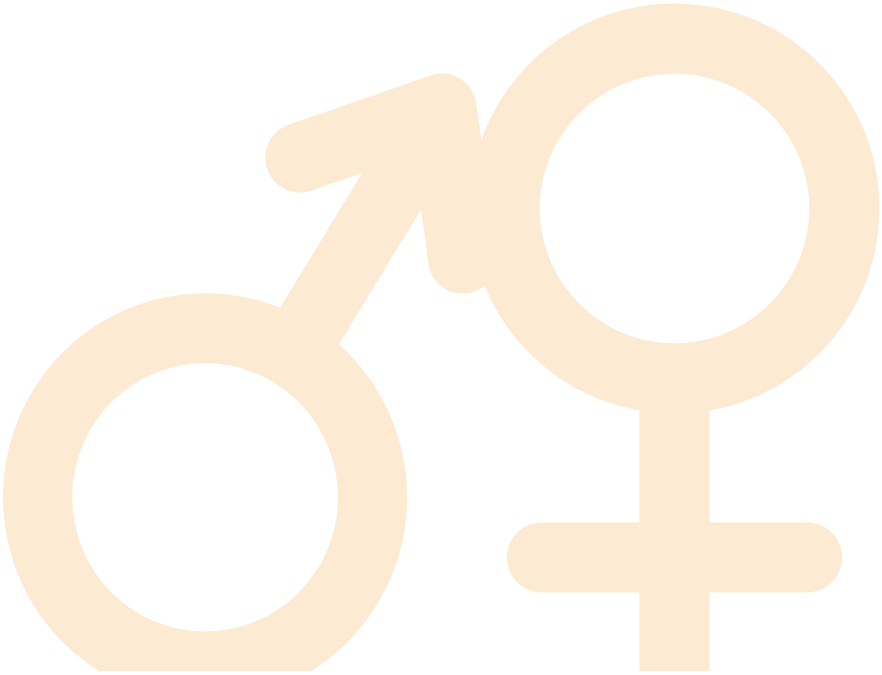
- Un guide spécifique de mise en œuvre doté d'une série d'indicateurs et de marqueurs de progrès spécifiques à la stratégie de genre sera élaboré ;
- Toutes les données de référence spécifiques à la stratégie seront incluses dans les initiatives de collecte de points de comparaisons et ceux existants seront consolidés ;

- Des rapports sur l'allocation des ressources (suivi des ressources) et les résultats sur la dimension de genre des interventions seront inclus dans le suivi des projets et les outils d'évaluation ;
- Toutes les données quantitatives générées par le suivi et l'évaluation de produits et de services du CTA seront ventilées par genre et par âge ;
- Des délais de rapport régulier à la direction sur les progrès de la mise en œuvre de la stratégie seront mis en place et des rapports seront produits ;
- L'unité ASE sera également chargée de l'apprentissage organisationnel concernant les questions de genre et le partage des bonnes pratiques en la matière.

7.5
Partenariats

L'importance des partenariats pour la réussite de la mission du CTA ne peut qu'être soulignée. De même, afin de garantir la mise en œuvre de cette stratégie, conformément à la Stratégie de partenariat du CTA 2014-2016, le Centre :

- Forgera des partenariats avec des organisations qui partagent sa vision et sa mission sur la dimension de genre ;
- Intégrera la dimension de genre dans l'évaluation des capacités à nouer des partenariats et à les évaluer ;
- S'engagera à encourager l'implication de parties prenantes multiples, allant d'organisations de la société civile à des organisations continentales et mondiales, et ce afin d'atteindre les objectifs de la stratégie.



Liste
d'acronymes

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ASARECA	Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique orientale et centrale
ASE	Apprentissage, suivi et évaluation
CANROP	Réseau caribéen des productrices rurales
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
CV	Chaine de valeur
DAR	Développement agricole et rural
DCV	Développement des chaines de valeur
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARA	Forum pour la recherche agricole en Afrique
FIDA Afrique occidentale et centrale	Fonds international pour le développement agricole Afrique occidentale et centrale
FIDA Afrique orientale et australe	Fonds international pour le développement agricole Afrique orientale et australe
GCC	Gestion des connaissances et communication
GCP	Gestion du cycle de projets
ICGC	Information, communication et gestion des connaissances
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
KIT	Institut royal des tropiques
MEDA	Association mennonite pour le développement économique
OSC	Organisations de la société civile
PMT	Politique, marchés et TICs
PS	Plan stratégique
S&E	Suivi et évaluation
SJ	Stratégie pour la jeunesse
SNV	Organisation néerlandaise de développement
TdC	Théorie du changement
TICs	Technologies de l'information et de la communication
UIO	Université des Indes occidentales
USAID	Agence américaine pour le développement international
WASAA	Women in Agribusiness in Sub-Saharan Africa
WBDI	Women in Business Development (Samoa, Pacifique)
WOUGNET	Réseau des femmes d'Ouganda

